

C'est au peuple ukrainien de décider lui-même de son sort !

La population qui, à Kiev, il y a quelques jours encore prenait les transports et faisait ses courses dans les supermarchés, se terre désormais dans les stations de métro et les parkings souterrains devenus des abris anti-bombes, ou fuit le pays quand elle le peut. Une terrible guerre s'installe en Ukraine, que le régime russe de Poutine a décidé de bombarder et d'envahir. Il vient même de décider la mise en alerte de son arsenal nucléaire !

Poutine prétend répliquer à la politique agressive menée en Europe de l'Est par les puissances de l'Otan, mais rien ne justifie cette invasion meurtrière destinée à imposer un régime à sa botte contre un peuple qui n'en veut pas, avec en arrière-fond les rivalités entre grandes puissances, en particulier sur le gaz et le pétrole. Et ce sont les populations, d'Ukraine d'abord mais de Russie aussi, qui vont durement subir les conséquences de ces rivalités.

Des politiques conduites au mépris des peuples

Avec entre ses mains tous les grands médias, Poutine voudrait faire croire à la population russe qu'il mène une guerre pour « libérer » le « peuple frère » ukrainien de dirigeants « néo-nazis et drogués ». Des milliers de manifestants se sont pourtant courageusement rassemblés pour manifester contre sa politique et ont été durement réprimés, tandis que des scientifiques, des personnalités du monde culturel ou sportif protestaient publiquement. Pas sûr donc que Poutine réussisse à ressouder derrière lui les classes populaires russes.

Le gel des biens des dirigeants et oligarques russes dans les pays occidentaux n'est que poudre aux yeux qui ne les appauvrira pas en Russie même. En revanche, les sanctions économiques décidées par ces mêmes puissances, en touchant durement une population déjà pauvre, pourraient aider Poutine à resserrer les rangs derrière lui comme cela a été le cas en Iran, dont les dirigeants sont toujours en place mais dont la population a durement payé, et paye encore, le boycott imposé par les États-Unis et leurs alliés.

De toute façon, qui peut croire que c'est le sort de la population ukrainienne qui motive les puissances occidentales ? Ont-elles seulement levé le petit doigt quand Poutine a envoyé, en janvier dernier, ses

troupes au Kazakhstan pour aider la dictature à y écraser une révolte des classes populaires ?

Arrêter les bras armés des multinationales

Les rapacités et rivalités économiques s'exacerbent entre « grands » dans le monde. L'actualité se focalise aujourd'hui sur l'Ukraine mais les foyers de guerre sont multiples. Chaque fois, c'est aussi l'occasion de durcissements politiques – couvre-feux et lois d'exception – pour faire taire les oppositions, bâillonner davantage les travailleurs au nom de la « défense de la patrie ».

Il n'y a encore aucun mécanisme décisif qui conduirait à une généralisation de la guerre. Mais, quand Poutine met ses armes nucléaires en état d'alerte, que Le Drian explique que l'Otan est aussi une alliance nucléaire, on peut légitimement s'inquiéter ! Personne n'a certes intérêt à déclencher le feu nucléaire, mais qui peut garantir que les salauds qui nous gouvernent n'appuieront jamais sur le bouton fatal s'ils jugent leurs intérêts de grande puissance gravement menacés par ceux d'en face ? Et, même si la guerre ne s'étend pas, les prix vont flamber, encore plus que ces dernières semaines, et les Macron et consorts vont saisir l'aubaine d'en faire porter la responsabilité à Poutine !

Contre cette nouvelle guerre, lourde de menaces, au nom de frontières et d'enjeux qui ne concernent que des intérêts impérialistes rivaux, une émotion s'exprime à l'échelle mondiale. Un peu partout des manifestations ont lieu. L'union de tous les travailleurs doit se faire, par-delà ces frontières et contre ces bourgeoisies qui voudraient faire de nous de la chair à canon pour leurs guerres. En attendant :

Troupes russes, hors d'Ukraine !

MEETING

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

MERCREDI 9 MARS

**20H / GRAND KURSAAL
2 PLACE DU THÉÂTRE À BESANÇON**



Des conditions toujours difficiles

La situation sanitaire s'améliore sur le CHN. Peu de patients et de professionnels sont touchés, néanmoins la situation reste tendue et cela en raison d'une pénurie d'infirmiers qui n'est pas réglée. Il manque une quinzaine de postes sur l'hôpital. Il faut donc une politique plus volontariste avec des mises en stage et des titularisations plus rapides.

Ras-le-bol de devoir en permanence modifier nos plannings, travailler sur repos et faire des bascules à répétition pour combler le manque de moyens.

Une situation intenable

Pour nous ASH, les conditions de travail se détériorent encore. Pour pallier le manque d'effectif, la direction modifie sans cesse nos plannings. L'encadrement nous demande de venir travailler sur nos week-ends de repos et de modifier notre emploi du temps en multipliant les bascules. Et c'est de plus en plus fréquent qu'on nous demande de faire des coupés c'est-à-dire de revenir deux heures le soir lorsque l'on est de matin afin de faire la vaisselle.

Un rayon de soleil

Quand la prime de service tombe avec la paie, ça fait du bien. Enfin un salaire correct ! Un moyen de mettre un peu de beurre dans les épinards. Dans certains hôpitaux en France, les directions les diminuent voire les suppriment. Et cela alors que l'inflation rogne chaque jour notre pouvoir d'achat.

Ces derniers temps, on assiste à des grèves sur l'augmentation des salaires, et si l'on s'y mettait aussi !

Le droit des patients : parlons-en

Le service qualité cherche des volontaires pour travailler sur « le droit des patients ». Eh bien parlons-en. Parlons des délais d'attente de plusieurs mois pour voir des psychologues dans les CMP ou pour pouvoir bénéficier d'une prise en charge dans le service enfant. Parlons également des patients pour qui on ne peut plus proposer un rendez-vous auprès d'un psychiatre et que l'on renvoie sur les médecins généralistes.

Une situation dramatique pour les usagers dont visiblement la direction et l'ARS se fichent pas mal.

Journée internationale de lutte des femmes

La journée du 8 mars sera, dans le monde entier, l'occasion pour les femmes de manifester pour leurs revendications. Ne citons que l'inégalité salariale ou les harcèlements et agressions qui peuvent aller

jusqu'aux féminicides. L'oppression de la femme est multiforme et imprègne toute la société.

Rendons-nous nombreuses, et nombreux, au rassemblement de Besançon le 8 mars à 17 heures, esplanade des Droits de l'homme.

Poutou sur l'Ukraine : bien dit

Philippe Poutou a déclaré : « Nous condamnons l'agression militaire que la Russie de Poutine vient de lancer contre l'Ukraine, qui ne peut avoir aucune justification. Nous dénonçons aussi les politiques de maintien et d'extension de l'Otan depuis 1991 qui manifeste, tout comme la logique de grande puissance russe, les ambitions impériales des USA et de leurs alliés, au mépris des droits des peuples. Nous soutenons les forces sociales et politiques qui, en Ukraine, se battent à la fois contre le mépris poutinien du droit à l'autodétermination, contre la privatisation de leur pays par des oligarques et contre leur régime antidémocratique. »

IVG en Colombie : une première victoire

L'avortement vient d'être dépenalisé en Colombie. Jusqu'à présent, c'était un délit punissable d'emprisonnement, sauf en cas de viol ou si la santé de la mère était en danger. Cette décision fait suite à une longue lutte des femmes et des mouvements féministes. Le délai important, 24 semaines, où l'interruption de grossesse n'est plus susceptible d'être poursuivie par les tribunaux est rendu indispensable dans ce pays où les femmes issues des quartiers pauvres ou des régions éloignées ont un accès extrêmement réduit et difficile au système de santé. Une première victoire est acquise, mais la lutte n'est pas terminée : il reste à faire traduire cette dépenalisation dans la loi et à rendre l'IVG matériellement accessible pour toutes les femmes dans le meilleur délai possible.

Peut mieux faire

Le candidat du PCF, Fabien Roussel, a demandé que les grandes villas qui appartiennent à des oligarques russes en France soient réquisitionnées pour accueillir les réfugiés qui fuient la guerre. Excellente idée, mais pourquoi réserver cette mesure aux seuls milliardaires russes ? Ce sont toutes les possessions surnuméraires de tous les milliardaires, quelle que soit leur nationalité, qu'il faut réquisitionner et mettre à la disposition des 4 millions de mal-logés et des 300 000 sans-domicile fixe que compte le pays parmi lesquels... de nombreux réfugiés des guerres d'Afrique et du Moyen-Orient.